

Politique de confidentialité

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE

La présente politique de confidentialité a pour but d'informer les destinataires de ce mail :

- de la manière dont sont traitées leurs données personnelles ;
- de la finalité du traitement ;
- des données collectées ;
- des destinataires de ces données personnelles ;
- de la durée de conservation ;
- des droits dont ils disposent concernant ces données.

ARTICLE 2 : PRINCIPES RELATIFS À LA COLLECTE ET AU TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Conformément à l'article 5 du Règlement européen 2016/679, les données à caractère personnel sont :

- Traitées de manière licite, loyale et transparente au regard de la personne concernée ;
- Collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités ;
- Adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ;
- Exactes et, si nécessaire, tenues à jour. Toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder ;
- Traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données collectées, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées.

Le traitement n'est licite que si au moins une des conditions suivantes est remplie :

- La personne concernée a consenti au traitement de ses données à caractère personnel pour une ou plusieurs finalités spécifiques ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de celle-ci ;
- Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis ;
- Le traitement est nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne physique ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement ;
- Le traitement est nécessaire aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le responsable du traitement ou par un tiers, à moins que ne prévalent les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée qui exigent une protection des données à caractère personnel, notamment lorsque la personne concernée est un enfant.

La base légale sur laquelle repose le traitement des données personnelles est l'obligation légale.

ARTICLE 3 : FINALITE DU TRAITEMENT

Dans le cadre de l'organisation des élections professionnelles qui auront lieu du 1^{er} au 8 décembre 2022, l'administration est tenue de mettre à disposition des organisations syndicales candidates des technologues d'information et de communication sur le fondement de l'arrêté du 4 novembre 2014 relatif aux conditions générales d'utilisation par les organisation syndicales des technologies de l'information et de la communication dans la fonction publique de l'Etat.

A ce titre, l'AEFE met à disposition des organisations syndicales candidates un outil d'e-mailing, dénommé SENDETHIC, afin de leur permettre une communication syndicale auprès des électeurs.

ARTICLE 4 : CATEGORIES DE DONNEES TRAITES

Les données traitées sont les suivantes : nom, prénom, adresse de messagerie professionnelle, lieu d'affectation, scrutin auquel l'électeur pourra voter.

ARTICLE 5 : DESTINATAIRES DES DONNEES

Les destinataires de ces données sont les organisations syndicales qui se porteront candidates aux élections professionnelles de décembre 2022.

ARTICLE 6 : DUREE DE CONSERVATION DES DONNEES

Les données à caractère personnel seront conservées dans des conditions raisonnables de sécurité pour une durée de deux ans.

ARTICLE 7 : EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES

Les destinataires de ce mail peuvent se prévaloir des droits suivants, en application du règlement européen 2016/679 et de la Loi Informatique et Liberté (Loi 78-17 du 6 janvier 1978) :

- Droit d'accès de rectification et droit à l'effacement des données (posés respectivement aux articles 15, 16 et 17 du RGPD) ;
- Droit à la limitation (dans les conditions prévues à l'article 18 du RGPD) ;

Pour toutes demandes relatives à l'exercice de vos droits, vous pouvez contacter la Déléguée à la protection des données (Data Protection Officer), à l'adresse suivante : 1 allée baco 44015 NANTES ou par courriel dpo.aefe@diplomatie.gouv.fr